

L'Afrique devrait connaître une reprise modérée de la croissance en 2017 et 2018 dans un contexte mondial difficile selon le rapport de l'ONU

La hausse des prix mondiaux des matières premières et le renforcement de la demande intérieure soutiendront la croissance de l'Afrique

Addis Ababa, 18 janvier – Une reprise modérée de la croissance économique est prévue en Afrique pour 2017-18, alors même que l'économie mondiale n'est pas encore sortie de sa période de lente croissance, caractérisée par des investissements limités, un commerce en berne et une croissance atone de la productivité d'après le rapport des Nations Unies « Situation et perspectives de l'économie mondiale » pour l'année 2017.

Selon le rapport, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 2,2 % seulement en 2016, soit le taux de croissance le plus bas depuis la Grande récession de 2009. Le produit mondial brut devrait augmenter de 2,7 % en 2017 et de 2,9 % en 2018, ce qui représente une légère baisse par rapport aux prévisions du mois de mai dernier.

Dans ce contexte, l'Afrique devrait connaître un redressement de la croissance économique, avec une augmentation du PIB de 3,2% en 2017 et de 3,8% en 2018, contre 1,7% en 2016. Les pays exportateurs de matières premières bénéficieront de la hausse prévue des prix mondiaux. Ceci atténuera les pressions sur les balances fiscales et l'endettement externe, même si une forte reprise de la croissance dans ces pays semble peu probable. Les perspectives de croissance sont plus favorables pour plusieurs autres pays de la région, notamment ceux de la Communauté de l'Afrique de l'Est et certaines économies d'Afrique occidentale.

Perspectives de croissance dans cinq sous-régions africaines

Le rapport note de grandes différences dans les perspectives de croissance entre les cinq sous-régions africaines. L'Afrique de l'Est devrait connaître la croissance la plus rapide, le PIB total devant augmenter d'environ 6 pour cent en 2017 et 2018, grâce à l'expansion rapide des marchés intérieurs et à des dépenses importantes en infrastructures.

L'Afrique de l'Ouest devrait connaître un rebond de la croissance, passant de 0,1% en 2016 à 3,1% en 2017. La hausse prévue des prix du pétrole atténuera les fortes pressions sur les balances fiscales et externes du Nigeria. Les perspectives de croissance demeurent fortes parmi d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, telle que la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal, soutenues par de grands investissements en infrastructures et par un climat d'affaires domestique amélioré.

Parallèlement, la croissance en Afrique du Nord devrait s'accélérer, passant de 2,6% en 2016 à 3,5% en 2017, sous réserve d'une amélioration progressive de la situation sécuritaire.

Les perspectives de croissance pour l'Afrique australe sont relativement modérées. L'activité économique devrait s'améliorer modestement, avec une augmentation du PIB de 1,8% en 2017 et de 2,6% en 2018. Bien que l'Afrique du Sud bénéficie d'une reprise modérée des secteurs agricole et minier, l'incertitude politique peut peser sur les décisions des investisseurs.

La croissance en Afrique centrale devrait passer de 2,4% en 2016 à 3,4% en 2017, la hausse des prix du pétrole favorisant les recettes d'exportation et la croissance, en particulier au Congo, en Guinée équatoriale et au Gabon. Cependant, l'agitation politique intérieure continue de freiner l'activité économique en République centrafricaine et au Gabon.

Dynamique de l'inflation dans la région

Le rapport indique également des dynamiques d'inflation très différentes dans la région. Pour les économies exportatrices de matières premières, l'affaiblissement des monnaies nationales a contribué à l'inflation importée. Les effets néfastes des conditions de sécheresse et la hausse des tarifs d'électricité ont ajouté une nouvelle pression à la hausse sur l'inflation. En Angola, au Mozambique et au Nigeria, l'inflation a atteint des nouveaux records. Puisque les pressions inflationnistes devraient persister dans ces économies, les politiques monétaires resteront probablement restrictives.

En revanche, parmi les importateurs nets de pétrole de la région, l'inflation s'est stabilisée ou ralentie en 2016 et les pressions devraient rester modérées à l'avenir. Dans plusieurs de ces pays, dont le Botswana, le Kenya et le Maroc, les banques centrales ont réduit les taux directeurs en 2016 dans le but de stimuler la croissance.

Risques et défis politiques

Le rapport avertit que les perspectives mondiales laissent entrevoir des incertitudes et des risques. En effet, dans l'environnement politique international, un haut niveau d'incertitude et des niveaux d'endettement élevés libellés en devises sont reconnus comme des risques majeurs de détérioration susceptibles d'assombrir des perspectives déjà modestes de croissance économique mondiale.

En Afrique, le rapport identifie comme risques majeurs, une faiblesse renouvelée des prix des matières premières et une modération de la croissance plus forte que prévue en Chine. Sur le plan interne, une escalade des préoccupations en matière de sécurité et des troubles politiques pourrait dissuader l'investissement étranger et perturber gravement l'activité économique dans certains pays.

Le rapport appelle à une approche politique plus équilibrée, non seulement pour restaurer une croissance robuste à moyen terme, mais aussi pour réaliser des progrès plus importants en matière de développement durable. Étant donné que les prix des matières premières ne devraient augmenter que modérément, le rapport souligne également la nécessité pour les économies africaines de renforcer davantage les mesures politiques visant à remédier aux faiblesses structurelles internes, y compris des mesures visant à accélérer la diversification économique, à accroître leur marge de manœuvre macroéconomique et à promouvoir une plus forte création d'emplois.

A propos du rapport : *Le rapport sur la Situation et perspectives de l'économie mondiale est la publication phare de l'ONU sur les tendances anticipées de l'économie mondiale. Le rapport est publié annuellement par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU/DAES), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les cinq Commissions régionales des Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Le rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://bit.ly/WESP> (en).*

Contact média :

Département de l'information des Nations Unies
Ken Matsueda, T: +1 (917) 367-5418 | E: matsueda@un.org
Sharon Birch, T: +1 (212) 963-0564 | E: birchs@un.org